

A I S H

Association pour l'Insertion Sociale par l'Habitat

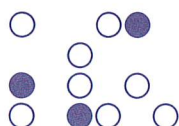
Siège Social : 49, rue de Vilgénis
91300 Massy

N° SIREN 389770785

0°0

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres sociétaires de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.I.S.H. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport et qui font apparaître des fonds propres et autres fonds associatifs positifs de 645.031 euros, y compris un excédent de 37.163 euros.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Subvention prévisionnelle FSE 2024 » exposé dans l'annexe des comptes annuels concernant un financement accordé en 2024 à hauteur de 75 000 euros maximum par le Fonds Social Européen au titre du projet Pause Toit. Cette subvention ne figure pas dans les produits de l'exercice du fait de son caractère incertain, et devrait être perçue au plus tôt courant 2025, après vérifications des réalisations par rapport aux prévisions du dossier de demande.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne le principe de continuité de l'exploitation, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE BUREAU DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 22 mai 2025.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois

garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sainte Geneviève des Bois,
Le 28 mai 2025,

DBF AUDIT SAS,
Société de Commissariat aux Comptes



Sylvain GODIN
Responsable Technique
Mandataire social délégué



ASSOCIATION POUR L'INSERTION SOCIALE PAR L'HA

49 rue de Vilgénis

91300 MASSY

Siret : 38977078500035 Code APE : 8899B

BILAN au 31/12/2024

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	3 000,00	3 000,00		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	97 944,21	71 135,08	26 809,13	32 780,55
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés	15,00		15,00	15,00
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	7 294,93		7 294,93	6 653,93
	TOTAL (I)	108 254,14	74 135,08	34 119,06	39 449,48
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	48 286,70	17 655,50	30 631,20	40 879,80
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	164 613,04		164 613,04	143 369,00
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	313 997,50		313 997,50	307 958,50
	DISPONIBILITES	401 023,58		401 023,58	372 355,74
	Charges constatées d'avance	6 714,78		6 714,78	4 825,06
	TOTAL (II)	934 635,60	17 655,50	916 980,10	869 388,10
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	1 042 889,74	91 790,58	951 099,16	908 837,58
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				7 294,93	6 653,93
(3) dont à plus d'un an					



Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	457 868,60	596 363,70
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	150 000,00	
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	37 162,68	11 504,90
	Total des fonds propres (situation nette)	645 031,28	607 868,60
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	645 031,28	607 868,60
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	105 240,21	91 031,02
	Total des provisions	105 240,21	91 031,02
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	287,85	240,72
	Emprunts et dettes financières divers	12 423,17	11 800,45
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 974,22	62 873,25
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	132 339,92	98 785,18
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	3 802,51	1 863,36
	Produits constatés d'avance		34 375,00
	Total des dettes	200 827,67	209 937,96
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		951 099,16	908 837,58
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		37 162,68	11 504,90
(1) Dont à moins d'un an		200 827,67	209 937,96
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		287,85	240,72



Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	60,00	60,00
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	901 411,82	749 242,79
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	191 727,66	220 909,50
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	29 540,66	50 502,29
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	6,71	204,69
Total des produits d'exploitation		1 122 746,85	1 020 919,27
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	350 528,48	351 586,39
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	29 268,49	30 364,21
	Salaires et traitements	506 093,97	443 955,99
	Charges sociales	171 557,68	173 956,92
	Dotation aux amortissements et dépréciations	23 880,01	20 238,35
	Dotation aux provisions	33 159,19	23 573,84
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	12,19	14,78
Total des charges d'exploitation		1 114 500,01	1 043 690,48
RESULTAT D'EXPLOITATION		8 246,84	(22 771,21)



Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		8 246,84	(22 771,21)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	9 618,27	6 114,16
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		9 618,27	6 114,16
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		9 618,27	6 114,16
RESULTAT COURANT avant impôts		17 865,11	(16 657,05)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	24 616,29	52 292,01
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	24 616,29	52 292,01
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	3 654,72	23 223,06
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	3 654,72	23 223,06
RESULTAT EXCEPTIONNEL		20 961,57	29 068,95
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		1 664,00	907,00
TOTAL DES PRODUITS		1 156 981,41	1 079 325,44
TOTAL DES CHARGES		1 119 818,73	1 067 820,54
EXCEDENT ou DEFICIT		37 162,68	11 504,90
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		45 061,00	52 634,40
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL		45 061,00	52 634,40
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		45 061,00	52 634,40
TOTAL		45 061,00	52 634,40



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

1 / Présentation de l'association :

L'association AISH, Association d'Insertion Sociale par l'Habitat, est une Association Insertion par le Logement (AIL), créée en 1991 par la commune de Massy, dans le cadre de la loi Besson et du Protocole d'Occupation du Patrimoine Social (POPS), pour faciliter le relogement de ménages démunis, en difficulté d'insertion.

AISH est engagée pour le droit de toute personne à un logement durable, adapté à ses besoins et à ses ressources. Dans cet objectif, l'Association AISH met en œuvre des actions d'accompagnement social visant l'autonomie de la personne.

L'association s'adresse aux personnes de tous âges présentant des difficultés pour accéder ou se maintenir dans un logement : ces difficultés peuvent être budgétaires mais aussi relationnelles ou encore d'appropriation du logement et/ou de son environnement.

Description de l'objet social

AISH, association à but non lucratif régie par la Loi de 1901, a pour but l'insertion par le logement des familles les plus démunies. Dans cet objectif, l'Association met en œuvre des actions d'accompagnement social visant l'autonomie de la personne.

Avec :

- Une attention toute particulière aux ménages ayant subi un accident de la vie
- Une équipe professionnelle de travailleurs sociaux diplômés d'Etat

Nos actions en matière de logement temporaire (semi collectif, sous-location, bail glissant) comme en accompagnement social se sont peu à peu étendues de Massy à tout le Nord-Ouest de l'Essonne et maintenant à tout le département.

Ces actions sont financées par le FSL du département de l'Essonne (mesures d'ASLL) et, depuis 2016 par l'Etat (dispositif FNAVDL Dalo et hors Dalo)

Description des moyens mis en œuvre

L'expertise et la compétence de l'AISH font que l'association est désormais reconnue comme acteur en matière d'insertion par le logement, tant au niveau des pouvoirs publics et de nombreuses collectivités territoriales que par les partenaires associatifs :

- L'association a obtenu et renouvelé deux agréments spécifiques :
 - Intermédiation locative et gestion locative sociale
 - Ingénierie sociale, financière et technique
- Elle participe à de nombreuses instances publiques départementales comme, par exemple : la Commission de médiation DALO, la CCAPEX (Commission de Coordination des Actions de

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Prévention des Expulsions) et du PDALHPD (Plan Départemental pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées), des groupes de travail du FSL, ...

- Elle a mis en place un partenariat fort, à partir de la spécificité de son action "liée au logement", avec l'Etat (DDCS, Bureau du logement de la Préfecture), avec les communes, avec les services sociaux départementaux (MDS) et communaux (CCAS), avec les services médico-sociaux (CMP, hôpitaux) et associatifs (services de tutelle, d'aide éducative, de prévention, de l'insertion professionnelle...) chargés du suivi global des personnes fragilisées;

- Elle recherche toute forme de collaboration avec des bailleurs sociaux visant à améliorer les conditions socio-économiques des personnes et des familles qu'elle accompagne dans la logique de "l'insertion par l'habitat";

- Elle organise des rencontres d'appui aux professionnels, d'information et d'échange des pratiques professionnelles et des journées thématiques de sensibilisation.

- Elle est adhérente à des réseaux fédératifs locaux (FAS IdF) et nationaux (FAS, UNAFO) dans le domaine de l'hébergement et du logement et elle contribue par son témoignage et son action à une meilleure prise en compte d'un public démuné. .

AISH a maintenu son modèle associatif avec un Conseil d'Administration, un Bureau et une direction à laquelle est donnée une grande délégation de compétences, tant en matière de définition et de mise en œuvre du projet d'établissement, de gestion des ressources humaines, de gestion budgétaire et financière, que de représentation technique auprès des partenaires.

Le Conseil d'Administration est composé de 13 membres. L'association emploie de 10 à 19 salariés permanents dont 1 directrice et 1 cheffe de service.

□ **Siège social** - 49, Rue de Vilgénis 91300 MASSY

2 / Règles et méthodes comptables :

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **951 099** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 156 981** euros et un total **charges** de **1 119 819** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **37 163** euros.

Le bilan de l'exercice présente un total de **951 099** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les conventions générales comptables définies par les règlements ANC 2018-06 et ANC 2014-03 consolidés, relatifs aux dispositions comptables réglementaires applicables aux associations, ont été appliquées à partir du 1er janvier 2020 :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables (hors changement de règlement comptable).
- indépendance des exercices.

Les modifications apportées par ce nouveau règlement comptable sont listées dans un paragraphe dédié.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les autres méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens:

- Logiciels: 3 à 5 ans
- Installations, agencements: 5 à 10 ans
- Matériel de bureau : 5 à 8 ans
- Matériel électroménager : 3 à 5 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu. La provision s'élève à 17 655,50 € au 31/12/2024.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale et validées par voie de rapprochement.

3) Autres renseignements :

Article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif.

Ce texte précise que la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés doit figurer en annexe des comptes annuels, dès lors que l'association, reçoit plus de 50.000 € de subventions publiques.

La loi précitée ne précise pas la définition de la notion de « cadres dirigeants bénévoles et salariés ».

L'article 20 de la loi précitée fait référence à la notion de « cadres dirigeants ». Cette notion est différente de la notion de simple « dirigeant », puisqu'elle regroupe, conformément aux dispositions de l'article L 3111-2 du Code du travail *« les cadres auxquels sont confiées des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans l'entreprise ou leur établissement »*.

La notion de « cadres dirigeants » est par conséquent intimement liée à la notion de « salarié ».

Au cas particulier de AISH, il est rappelé que les administrateurs ne sont pas rémunérés et ne bénéficient pas d'avantages en nature.

Il a été convenu pour préserver la confidentialité de la rémunération de ne pas publier cette information.

Effectif

L'effectif de AISH est égal à 15 personnes au 31/12/2024.

Contributions volontaires en nature

Le recensement des temps consacrés par les bénévoles de l'association permet d'évaluer avec exactitude les contributions en travail, sachant notamment que le Trésorier et le Président, membres du Conseil d'Administration exercent leurs fonctions bénévolement.

L'association a eu recours au bénévolat en 2024, particulièrement pour la gestion de la résidence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Cela représente 1 179 heures valorisées pour 45 061 .

Indemnité de départ à la retraite

AISH a provisionné ses engagements en matière de retraite selon les hypothèses suivantes:

- Table de mortalité : AGIRC 79/81
- Méthode calcul : unités de crédits projetées
- Taux d'actualisation : 3,35%
- Rotation du personnel : faible
- Taux de revalorisation des salaires : 1 %
- Taux moyen de charges sociales : 60,83 %
- Age de départ : 65- 67 ans

Le montant des engagements au 31/12/2024 s'élève à 47 264,21 €.

Provision pour loyers lissés

AISH a signé un contrat de location pour la résidence sis Rue de Vilgénis à Massy avec Logial OPH pour une durée de 12 ans. La redevance annuelle est calculée par Logial sur la base du prix de revient et du financement de l'opération. Les redevances des 2 premières années (2016 et 2017) tiennent compte d'un différé d'amortissement.

Les redevances pour 2016 et 2017 sont respectivement de 11 489 € et 19 507 €, et pour les 10 années suivantes en moyenne de 60 000 €.

Il a été décidé de lisser la totalité de la redevance des 12 ans de location. Pour cela il a été calculé une redevance moyenne de 53 953 €. La reprise de charge pour lissage de loyer s'est enclenchée. Elle s'élève à 7 890 € au 31/12/2024.

Provision pour congés payés

Les congés à payer sont valorisés au passif du bilan pour 41 156,40 €, auxquels s'ajoutent 19 090,34 € de charges sociales.

Constitution d'un fonds de réserves

Pour le projet Pause Toit, il a été décidée lors de la précédente AG de l'affectation d'une partie des fonds associatifs à hauteur des pertes prévisionnelle du projet de 150 000 euros.

FSE

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

« **Subvention prévisionnelle FSE 2024** : Dans le cadre du financement de nos activités pour l'année 2024, une subvention prévisionnelle de 75 000 euros maximum a été accordée par le Fonds Social Européen (FSE).

Cette aide vise à soutenir le Projet Pause Toit 2024. Cependant, le montant de 75 000 euros est très incertain. Son montant définitif ne pouvant, à la clôture des comptes 2024, être connu précisément ou retenu pour partie, il ne figure pas dans les produits de l'exercice

Honoraires du Commissaire aux Comptes

Les honoraires du Commissaire aux Comptes ont été provisionnés pour l'exercice 2024 à hauteur de 4 164,00 € TTC.

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	596 363,70		(138 495,10)		457 868,60
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité		150 000,00			150 000,00
Autres réserves					
Report à nouveau		(138 495,10)	138 495,10		
Excédent ou déficit de l'exercice	11 504,90	(11 504,90)	37 162,68		37 162,68
Situation nette	607 868,60		37 162,68		645 031,28
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	607 868,60		37 162,68		645 031,28

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt.p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres	3 000,00				3 000,00
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 000,00				3 000,00

CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels					
	Instal., agencement, aménagement divers	1 183,99				1 183,99
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	89 582,13	7 178,09			96 760,22
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	90 766,12	7 178,09			97 944,21

BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						
--	--	--	--	--	--	--

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés	15,00				15,00
	Prêts et autres immobilisations financières	6 653,93	988,09		347,09	7 294,93
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 668,93	988,09		347,09	7 309,93

TOTAL	100 435,05	8 166,18		347,09	108 254,14
--------------	-------------------	-----------------	--	---------------	-------------------

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	3 000,00			3 000,00
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 000,00			3 000,00
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	664,15	236,80		900,95
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	57 321,42	12 912,71		70 234,13
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	57 985,57	13 149,51		71 135,08
TOTAL		60 985,57	13 149,51		74 135,08

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	42 173,02	5 091,19		47 264,21
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer	2 060,00	18 068,00	2 060,00	18 068,00
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Autres	46 798,00	10 000,00	16 890,00	39 908,00
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	91 031,02	33 159,19	18 950,00	105 240,21
	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	7 500,00	10 730,50	575,00	17 655,50
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	7 500,00	10 730,50	575,00	17 655,50
	TOTAL GENERAL	98 531,02	43 889,69	19 525,00	122 895,71
	Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles		43 889,69	19 525,00	
	Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-I.5e du C.G.I.				

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	7 294,93	7 294,93	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	48 286,70	48 286,70	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	9,00	9,00	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	160 330,00	160 330,00	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	4 274,04	4 274,04	
	Charges constatées d'avance	6 714,78	6 714,78	
	TOTAL DES CREANCES	226 909,45	226 909,45	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
------------	--------------	-----------	---------------

DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	287,85	287,85		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	12 423,17	12 423,17		
	Fournisseurs et comptes rattachés	51 974,22	51 974,22		
	Personnel et comptes rattachés	41 331,33	41 331,33		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	66 364,68	66 364,68		
	Impôts sur les bénéfices	1 664,00	1 664,00		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	22 979,91	22 979,91		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	3 802,51	3 802,51		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	200 827,67	200 827,67		
Emprunts souscrits en cours d'exercice		35 676,13			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		35 053,41			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			6 714,78
ECOLAB		300,14	
XEROX		1 963,79	
ACI - MAINTENANCE LOGISOFT		284,06	
ECOLAB - PUNAISE DE LIT		533,58	
ZOOM		15,09	
JIMBO		136,13	
ECOLAB		318,93	
ACI - MAINTENANCE		163,23	
MUTUALEASE CONTRAT GN 8553600		1 044,93	
KONE		625,00	
MUTUALEASE CONTRAT GO 1422600		1 329,90	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			6 714,78

--

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			